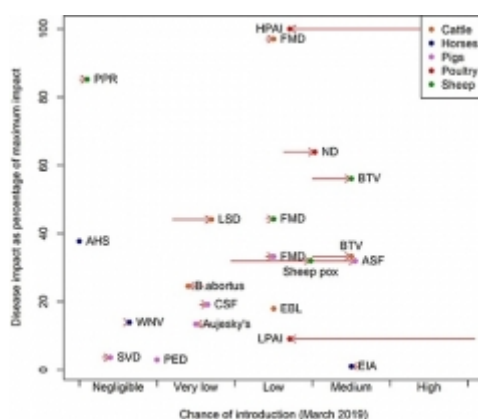


Qu'apportent les groupes d'échanges d'agriculteurs sur les questions climatiques ?

12 mai 2020

L'agriculture est aujourd'hui responsable du quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre et les politiques publiques incitent les agriculteurs à adopter des pratiques favorables au climat. Pour y parvenir, une des solutions est de constituer des groupes d'échanges participatifs, associant chercheurs, conseillers et producteurs. Dans un article du *Journal of Rural Studies*, une équipe évalue l'efficacité de telles démarches, à travers l'étude du programme écossais *Farming for a Better Climate*. Grâce à la mise en place de groupes participatifs, il vise à permettre aux agriculteurs d'acquérir des compétences et des connaissances nouvelles sur les relations entre climat et agriculture. Il s'agit de favoriser l'adoption de pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et de renforcer la résistance des exploitations. Les méthodes d'évaluation mobilisées combinent approches quantitatives quasi-expérimentales et qualitatives (entretiens, observations participantes, etc.).

Objectifs du programme (PEP) et indicateurs utilisés pour l'évaluation



Source : *Journal of Rural Studies*

Lecture : pour chaque indicateur, le type de méthode utilisé pour l'évaluation est indiqué entre parenthèses (QN pour les méthodes quantitatives et QL pour les méthodes qualitatives). RE signifie « renewable energy ».

L'évaluation met en évidence un effet globalement positif de ce programme. Les entretiens réalisés auprès des participants soulignent toutefois que la dimension participative de ces démarches aurait pu être renforcée, nombre d'entre eux regrettant une approche trop descendante. Les analyses quantitatives montrent un effet significativement positif du programme sur l'acquisition de connaissances et compétences relatives au lien entre agriculture et climat, mais aussi concernant l'adoption de pratiques favorables à celui-ci. Néanmoins, les entretiens conduisent à nuancer ce résultat, le recours à ces pratiques résultant moins de la participation aux échanges que d'impératifs économiques (réduction des dépenses liées aux engrais et carburants notamment). Concernant la capacité de résistance des exploitations, peu d'analyses ont pu être conduites, faute d'indicateurs disponibles, mais les auteurs montrent cependant que les agriculteurs ayant

participé à ce programme tendent à avoir des sources de revenu plus diversifiées.

Si cette évaluation montre une certaine utilité des groupes d'échanges pour concilier agriculture et climat, les auteurs appellent, en conclusion, à ne pas négliger les autres outils de politiques publiques (régulation, subventions, etc.).

Mickaël Hugonnet, Centre d'études et de prospective

Source : [*Journal of Rural Studies*](#)